

POURQUOI SE REVENDIQUER ENCORE AUJOURD'HUI DU
COMBAT DE TROTSKY ET DE LA IV^E INTERNATIONALE ?

Le 3 septembre 1938, la conférence du Mouvement pour la IV^e Internationale, réunissant à Périgny, dans la banlieue de Paris, les délégués de onze sections, décidait de fonder la IV^e Internationale. Que signifie cet événement ? Soixante-dix ans après, y a-t-il encore un sens à se revendiquer de la IV^e Internationale, ou cela relève-t-il du passéisme sectaire ? L'effondrement des régimes staliniens signifie-t-il que le « trotskysme » doit disparaître comme courant politique spécifique du mouvement ouvrier ?

Alors que les principales organisations qui s'en réclament encore les jours de fête renoncent dans les faits de plus en plus à le défendre ouvertement, ces questions revêtent une actualité évidente. Par exemple, en France, le courant lambertiste, qui n'apparaît plus publiquement depuis des années dans la lutte de classe, comme se revendiquant de la IV^e Internationale, vient de créer un parti ouvertement réformiste et nationaliste, le POI. La LCR a non seulement lancé le processus pour un nouveau parti anticapitaliste (NPA), qui comme tel pourrait offrir un cadre provisoire de discussion et de combat commun à différentes tendances du mouvement ouvrier, mais surtout décidé de se dissoudre comme courant se revendiquant du « trotskysme », même si des discussions sur ce point continuent en son sein. Quant à LO, qui s'en revendique encore officiellement, il y a des années que cette référence reste bien formelle, les fondamentaux du programme révolutionnaire disparaissant peu à peu sous le poids de la passivité politique routinière, du sectarisme et de l'électoratisme, jusqu'à l'alliance avec le PS aux dernières élections.

**La fondation de la IV^e
Internationale : assurer la
continuité du marxisme
révolutionnaire**

Se revendiquer aujourd'hui du combat de Trotsky et de la IV^e Internationale ce n'est pas se

revendiquer des erreurs, des fautes, et encore moins des trahisons commises par divers courants centristes, issus de la crise de la IV^e Internationale au début des années 1950, qui se revendiquaient ou se revendiquent encore de celle-ci¹. Mais cela n'implique pas non plus d'estimer que l'ensemble des analyses et prises de position de Trotsky aient été nécessairement justes, et encore moins en faire une hagiographie. Le terme même de « trotskysme » a été forgé par les ennemis politiques de Trotsky, pour faire croire qu'il rompait avec le bolchevisme — avant que Staline aille jusqu'à l'extermination de dizaines de milliers de « trotskystes »² et, en 1940, de Trotsky lui-même. Malgré un certain nombre d'apports originaux remarquables au marxisme, comme la théorie de la révolution permanente, celui-ci n'a en aucun cas prétendu fonder une nouvelle doctrine, mais il fut un militant, un dirigeant et un théoricien communiste révolutionnaire pensant par lui-même, s'efforçant de mettre en œuvre de façon concrète la théorie et la méthode marxistes et agissant par l'intervention politique dans la lutte des classes. Comme tous les gens qui agissent, et notamment ceux qui veulent changer le monde, il fit des erreurs, plus ou moins graves. Se revendiquer de son combat, ce n'est évidemment pas, par exemple, soutenir sa position « conciliatrice »

¹ Cf. sur notre site <http://groupecri.free.fr> nos différents textes consacrés notamment à LO, à la LCR et au POI (ex-PT), ainsi qu'à certaines de leurs sections-sœurs dans d'autres pays.

² La bourgeoisie qui s'acharne à faire croire que communisme et stalinisme seraient une seule et même chose ne cesse de porter aux nues un réactionnaire comme Soljenitsyne mais ne mentionne jamais les milliers d'opposants communistes à Staline, déportés et le plus souvent assassinés pour « trotskysme », en particulier à la fin des années 1920 et dans les années 30. Le livre passionnant de Pierre Broué, *Communistes contre Staline*, Fayard, 2003, est consacré à l'histoire méconnue de l'Opposition de gauche en URSS et à la mémoire de ces dizaines de milliers de militants assassinés ou internés.

d'avant 1917, visant à rapprocher les bolcheviks et les mencheviks, c'est-à-dire les révolutionnaires et les réformistes : lui-même rejeta définitivement cette orientation en rejoignant le Parti bolchevik en 1917. Il ne s'agit pas non plus d'approuver nécessairement toutes les prises de position ultérieures de Trotsky, que ce soit pendant la guerre de la jeune Russie soviétique contre les impérialistes, durant la guerre civile ou au moment de la reconstruction de l'économie après la victoire militaire et le retour de la paix. Enfin, nul doute qu'il est possible, voire facile avec le recul historique, de considérer que telle ou telle décision, telle ou telle tactique, telle ou telle analyse de Trotsky dans les années 1920 et 1930, ont pu être erronées : sur bien des points, les débats historico-politiques entre communistes révolutionnaires sont non seulement légitimes, mais nécessaires dès lors qu'il s'agit d'en tirer des leçons pour agir aujourd'hui dans la lutte de classe et demain dans la révolution³...

Mais, en nous revendiquant aujourd'hui du combat de Trotsky, de l'Opposition de gauche et de la IV^e Internationale, nous revendiquons un héritage politique essentiel : leur combat contre la destruction de la démocratie dans le parti, pour la revitalisation des soviets intégrant le multipartisme soviétique, contre la « théorie » du socialisme dans un seul pays, pour l'approfondissement de la révolution en URSS et son extension internationale, contre la subordination des partis communistes aux réformistes et aux nationalistes bourgeois dans les pays dominés, en un mot contre la dégénérescence du Parti Bolchevik, de l'État soviétique et de l'Internationale Communiste

³ C'est cette méthode marxiste que nous nous efforçons de mettre en œuvre dans nos élaborations. C'est ainsi, par exemple, que nous avons ouvert le débat dans nos rangs sur la politique des Bolcheviks face à l'insurrection de Cronstadt en 1921 : le résultat de la libre discussion fraternelle a été la publication d'une position majoritaire, précisément documentée : cf. Le CRI des travailleurs n° 23, sept.-oct. 2006, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=252>

sous le poids de la bureaucratie incarnée par Staline. C'est ce combat que les événements ont finalement conduit jusqu'à la fondation de la IV^e Internationale. Se revendiquer aujourd'hui de celle-ci, se battre pour sa refondation et sa construction, c'est donc faire siens ses acquis programmatiques et stratégiques, en plus de ceux des trois premières Internationales dont elle a assuré l'héritage contre le réformisme et le stalinisme contre-révolutionnaires, mais aussi contre les courants anarchistes et les différents communistes « gauchistes » au sens léniniste du terme (« bordiguistes » sectaires finissant par prôner la passivité politique, « conseillistes » niant le rôle indispensable du parti d'avant-garde, etc.).

Une certaine conception du parti révolutionnaire

Tout travailleur et tout jeune cherchant aujourd'hui la voie du combat contre le capitalisme, pour la révolution socialiste, ne peut manquer de se demander si la lutte révolutionnaire n'aboutit pas nécessairement à créer des États semblables à la dictature stalinienne. Or le combat de l'Opposition de Gauche, dirigé par Trotsky, s'ouvre au cours de l'année 1923 à travers la lutte contre la bureaucratisation du Parti Bolchevik. Sous prétexte que les fractions peuvent conduire à des scissions, l'appareil du parti prétend prolonger la décision exceptionnelle du congrès de 1921 qui les avait provisoirement prohibées. Pourtant, les raisons qui avaient motivé cette décision du congrès⁴ ne sont plus

⁴ Avec le recul historique, on peut discuter cette décision, mais il faut commencer par rappeler les points suivants : elle était expressément conçue comme temporaire ; le congrès avait été préparé de façon démocratique, alors même que la guerre civile s'achevait à peine et que l'état de l'économie et de toute la société étaient plus catastrophiques que jamais ; il n'a pas interdit les groupes d'opinion, mais seulement les « fractions » c'est-à-dire les groupes organisés sur un programme particulier et ayant une discipline de vote ; il a maintenu le droit d'élire les membres du comité central sur la base de listes de candidats partisans de plates-formes ; il prévoyait la publication de bulletins de discussion périodiques et de bulletins de discussion spéciaux ; enfin, le même congrès rétablit le principe de l'élection des

responsables deux ans et demi plus tard : la guerre civile est terminée, le danger d'intervention impérialiste s'éloigne et l'économie intérieure a été vigoureusement relancée par la NEP (nouvelle politique économique, décidée en 1921), même si d'énormes difficultés subsistent. En fait, l'interdiction des fractions sert à l'appareil pour interdire les groupements temporaires, sous prétexte que ceux-ci pourraient devenir des fractions. De là à l'interdiction de toute critique, il n'y a qu'un pas, allègrement franchi par la bureaucratie montante.

Sans remettre en cause la nécessité d'unité dans l'action, Trotsky et plusieurs dizaines de dirigeants bolcheviks de premier plan⁵ font valoir que le parti ne peut continuer de jouer un rôle révolutionnaire sans laisser toute sa place à la libre discussion démocratique, à la critique fraternelle et à la formation de groupes d'opinion. Il souligne que c'est principalement le mauvais régime intérieur du parti, expression du bureaucratisme de l'appareil, qui engendre les fractions. Le remède

responsables dans le parti (suspendue pendant la guerre).

⁵ Parmi lesquels on trouve notamment Préobrajensky et Serebriakov, les deux anciens secrétaires du parti, Rakovsky, nommé par Lénine chef du gouvernement rouge d'Ukraine pendant la guerre civile, Antonov-Ovseenko, directeur de l'administration de l'Armée Rouge, Breslav, fondateur du parti bolchevik à Cronstadt, l'ouvrier Mouralov, dirigeant le front à Moscou pendant la guerre civile, pour n'en citer que quelques-uns. Selon P. Broué (*Communistes contre Staline, op. cit.*), cette opposition obtint la majorité à Moscou et dans l'armée rouge, ainsi que 30% de toutes les cellules ouvrières, lors de la préparation de la conférence de 1923 : c'est simplement la fraude massive qui la réduit à n'avoir que... 3 délégués. C'est à cette époque que Zinoviev inventa pour les besoins de la lutte fractionnelle la fable du « trotskysme », prétendant opposer Lénine et Trotsky, ensuite largement utilisée par Staline, les stalinien et les maoïstes. En 1926, Zinoviev le reconnut de fait, en affirmant au moment de la constitution de l'Opposition Unifiée : « *Maintenant, il ne peut y avoir aucun doute que le noyau fondamental de l'Opposition de 1923, comme l'a démontré l'évolution de la fraction dominante, a correctement mis en garde contre les déviations de la ligne prolétarienne et la croissance menaçante du régime d'appareil* », précisant : « *Oui, sur la question de l'oppression bureaucratique de l'appareil, Trotsky avait raison contre nous* » (cité par P. Broué, *ibid.*, p. 59).

fondamental consiste donc en un retour à la démocratie et en une politique révolutionnaire, à la fois plus audacieuse et plus souple, permettant de surmonter positivement les conflits. Cette conception du parti lie indissociablement méthode et contenu du combat révolutionnaire. Le *Programme de transition*, adopté lors de la conférence de fondation de 1938, la résume en ces termes : « *Sans démocratie intérieure, il n'y a pas d'éducation révolutionnaire. Sans discipline, il n'y a pas d'action révolutionnaire. Le régime intérieur de la IV^e Internationale est fondé sur les principes du centralisme démocratique : liberté complète dans la discussion, unité complète dans l'action.* »

La social-démocratie et le stalinisme, rompant avec le combat révolutionnaire, avaient logiquement rompu aussi avec cette conception du parti, pour le transformer soit en une machine électorale au service de parlementaires, soit en un instrument docile soumis à une bureaucratie toute-puissante. Par ailleurs, parmi ceux qui ont résisté à l'écrasement de la démocratie dans le Parti communiste d'URSS et l'Internationale communiste, certains n'ont retenu que la démocratie, oubliant la nécessité du centralisme pour l'action révolutionnaire, transformant par là même leur organisation en club de discussion. Se revendiquer aujourd'hui du combat de Trotsky et de la IV^e Internationale, c'est donc tout d'abord se revendiquer du seul courant à avoir défendu de façon vivante cet héritage fondamental du bolchevisme, qui avait beaucoup contribué à rendre le Parti Bolchevik capable de conduire le prolétariat à la conquête du pouvoir. C'est un héritage auquel feraient bien de réfléchir ceux qui, aujourd'hui, veulent à la fois abandonner le « trotskysme » et empêcher la discussion démocratique avec ceux qui le défendent...

Contre la dégénérescence de l'État ouvrier, pour la révolution permanente en URSS même

L'Opposition de gauche se bat non seulement pour la démocratie dans le parti, mais aussi pour la revitalisation des soviets, auxquels les masses n'avaient plus pu participer pendant la guerre et la période de catastrophe économique. On peut certes considérer que, sous la pression des énormes difficultés économiques qui assaillaient le pays, l'importance d'une participation active des ouvriers à la gestion des usines a été sous-estimée par l'Opposition de gauche elle-même, comme par la plupart des dirigeants bolcheviks. Cependant, une chose est sûre : Trotsky et l'Opposition se sont clairement battus pour l'approfondissement de la révolution et ont inlassablement expliqué que cela impliquait la participation massive des ouvriers et des paysans à la vie politique, c'est-à-dire aux soviets. Tirant les leçons de la dégénérescence stalinienne de l'État, Trotsky en arrivera à rompre avec la vieille idée social-démocrate, reprise par les bolcheviks, selon laquelle la classe ouvrière ne peut avoir qu'un parti qui la représente vraiment : la lutte pour le rétablissement de la démocratie soviétique passe en fait par l'exigence d'une reconnaissance du multipartisme soviétique. En effet, l'indispensable rôle dirigeant du parti de type bolchevik ne peut rester légitime aux yeux des masses révolutionnaires que s'il sait confronter ses positions à celles d'autres partis prolétariens s'inscrivant dans le cadre de l'État ouvrier.

Sur le plan économique, le combat de Trotsky et de l'Opposition de gauche pour l'approfondissement de la révolution prolétarienne s'exprime dans l'affrontement avec la troïka Staline-Zinoviev-Kamenev qui dirige le Parti bolchevik et cherche au contraire à rassurer la petite bourgeoisie renaissante. Rappelons que, en 1921, face à une situation économique catastrophique (la production industrielle atteignant seulement 20% de la production de 1913 en volume et 13% en valeur et la production agricole ayant aussi fortement régressé), produit de la guerre impérialiste et de la guerre civile, le Parti Bolchevik avait décidé

de renoncer au « communisme de guerre » et d'adopter la NEP (Nouvelle Politique Économique). Cette dernière consistait à laisser les petits et moyens propriétaires produire de façon marchande et même capitaliste, à la campagne comme à la ville, afin de relever le niveau de la production, condition *sine qua non* pour engager ensuite la transformation de l'économie. Il s'agissait donc d'un simple recul tactique que, contrairement à la légende, forgée par Staline, d'un Trotsky qui aurait ignoré ou sous-estimé la question paysanne, le futur dirigeant de l'Opposition de gauche avait été le premier à envisager et à défendre, dès février/mars 1920. À cette époque, Trotsky fut mis en minorité au Bureau Politique (4 voix contre 11), notamment en raison de l'opposition de Lénine, qui un an plus tard seulement défendit la NEP⁶.

Or la troïka Zinoviev-Staline-Kamenev, sous couvert de défendre le « léninisme », prétendit ériger cette simple tactique provisoire en véritable stratégie de construction du socialisme, sous prétexte de préserver l'alliance entre le prolétariat et la paysannerie. En réalité, menée sur le long terme, une telle politique ne peut aboutir qu'à une chose : comme la petite propriété marchande engendre spontanément la moyenne et la grande, donc le capitalisme, cette orientation ne peut que développer les forces sociales favorables au

⁶ On peut d'ailleurs reprocher à Trotsky de s'être incliné devant le BP sans poursuivre son combat pour une NEP, notamment à l'occasion du congrès de 1920. C'est en tout cas le maintien, contre son avis, de la politique dite du « communisme de guerre » (fondée notamment sur la réquisition par la force des productions agricoles pour les villes) qui conduisit Trotsky et sept autres membres du Comité central (sur dix-huit) à proposer finalement l'extension de cette politique à la production industrielle, par la « militarisation du travail » sous le contrôle des syndicats. Le combat juste de Lénine contre cette orientation théorique erronée, et notamment pour l'autonomie des syndicats à l'égard de l'État ouvrier lui-même (dans la mesure où il peut être grevé de déformations bureaucratiques plus ou moins importantes, comme c'était le cas en Russie en raison de l'isolement de la révolution et de l'arriération économique), ne saurait masquer le contexte de sa formulation : celui du maintien sans changement du « communisme de guerre », qui faisait débat parmi les dirigeants soviétiques, dans une situation économique et sociale catastrophique.

rétablissement du capitalisme. C'est la raison pour laquelle, en 1923, l'Opposition de gauche, estimant que les fondements de l'économie sont rétablis, soutient qu'il faut se lancer dans la planification de l'économie selon la logique suivante, développée en particulier par l'économiste Preobrajensky : il faut développer avant tout l'industrie lourde, car c'est la condition pour moderniser l'agriculture et développer une industrie légère, qui ont toutes deux besoins de machines-outils. Même si cette orientation n'est peut-être pas assez articulée à une ligne de gestion ouvrière, elle est stratégiquement nécessaire pour faire baisser les prix des produits industriels relativement au prix des produits agricoles et permettre ainsi aux habitants des campagnes d'améliorer leur standard de vie. Pour financer ce développement, il faut prélever une part importante de la plus-value produite dans les campagne sous la forme d'un impôt progressif, frappant plus lourdement les gros paysans que les moyens et les petits. Corrélativement, il est essentiel de proposer aux paysans pauvres de rejoindre, sur la base du volontariat (et non par la violence, comme le fit Staline quelques années plus tard) les fermes collectives d'État, en veillant à ce qu'elles disposent de moyens modernes.

L'objectif du plan proposé par l'Opposition de gauche est tout autant politique qu'économique. Il s'agit d'abord de développer le prolétariat industriel concentré dans de grandes unités de production, classe sociale motrice de la révolution. Mais il s'agit aussi de jeter les bases d'une alliance réellement solide avec la paysannerie, reposant sur la supériorité de la dictature du prolétariat et des méthodes socialistes pour résoudre les problèmes auxquels ces derniers sont confrontés : c'est seulement en étant capable de fournir des articles industriels à bas prix aux paysans et en leur prouvant par l'exemple la supériorité de la propriété agricole collective, qu'il est possible de vaincre l'attachement du paysan à la propriété de la terre.

Mais les désaccords sur l'orientation économique renvoyaient en fait à un désaccord beaucoup plus profond encore, concernant la conception même de la révolution à l'époque de l'impérialisme.

Contre la « théorie » du socialisme dans un seul pays

Staline se mit à prétendre, avec l'appui de Zinoviev et Kamenev, que la tâche première du Parti consistait à édifier le socialisme en URSS. Cette nouvelle théorie correspondait aux intérêts de la bureaucratie, soucieuse de rassurer l'impérialisme pour garantir sa propre position sociale en freinant la lutte révolutionnaire. L'Opposition de gauche montra qu'un tel objectif était irréalisable : « *La division mondiale du travail, la dépendance de l'industrie soviétique à l'égard de la technique étrangère, la dépendance des forces productives des pays avancés à l'égard des matières premières asiatiques, etc, rendent impossible la construction d'une société socialiste autonome, isolée dans n'importe quelle contrée du monde* » (Trotsky, *La Révolution Permanente*, Éd. de Minuit, p. 127). Commencée dans le cadre national, la révolution ne peut se renforcer sans se développer à l'échelle internationale et elle ne peut s'achever que sur l'arène mondiale : en ce sens, seule l'extension de la révolution à d'autres pays peut conjurer le risque de dégénérescence auquel tout État ouvrier est confronté. Les sommets de la bureaucratie lancèrent une nouvelle campagne contre le prétendu « trotskysme » de cette position. Or, s'il est vrai que Trotsky avait le premier, à partir de 1904-1905, développé les premiers éléments fondamentaux de la théorie de la « révolution permanente ». Lénine s'y était de fait rallié en 1917, et à sa suite la majorité des dirigeants du Parti bolchevik. Non seulement celui-ci se mit à parler de « transcroissance » de la révolution bourgeoise en révolution socialiste, mais en outre il est clair que la révolution d'Octobre elle-même n'avait de sens que comme premier maillon d'une révolution destinée à s'étendre à l'échelle internationale ou à périr.

Inversement, chaque défaite de la révolution internationale (Hongrie, Italie, Allemagne, Angleterre, Chine, puis France et Espagne) aggrave la tendance à la dégénérescence de la révolution russe et de l'Internationale communiste. C'est donc la logique même de la révolution qui permet de comprendre pourquoi l'Opposition de gauche s'est constituée non seulement

dans le combat contre le coup d'arrêt stalinien au processus révolutionnaire en URSS, mais, indissociablement, sur les problèmes stratégiques principaux de la révolution mondiale.

Une lutte politique implacable contre le réformisme

En mai 1926, une grève générale éclate en Angleterre. Le PC anglais, s'il reste encore relativement faible, a grandi et notamment construit dans les années précédentes un important courant syndical dans le Trade-Union-Congress (TUC, la centrale syndicale britannique), « *Minority Movement* », rassemblant tous les militants syndicaux (soit environ 20 % du total des syndiqués) qui défendent un programme d'action pour les travailleurs et veulent lutter contre les dirigeants traîtres. Mais la bureaucratie stalinienne conclut une alliance avec les dirigeants réformistes du TUC, appuyés par le Parti Travailleiste. Elle interdit au PC de critiquer ouvertement les dirigeants réformistes. Pendant la grève générale, celui-ci met au centre de son orientation le mot d'ordre : « *Tout le pouvoir au Conseil Général (direction) du TUC.* » Dans les circonstances d'une grève générale en cours, c'est refuser l'auto-organisation, la constitution d'organes permettant aux travailleurs eux-mêmes de se porter candidats au pouvoir ; c'est confondre le nécessaire Front Unique avec la subordination politique aux réformistes et par là à la bourgeoisie. Effrayés par l'ampleur de la grève et le développement de l'auto-organisation ouvrière autour des « *Trade Councils* » (organisations locales du TUC), les bureaucrates réformistes capitulent sans condition au bout d'onze jours devant le patronat et le gouvernement.

Non seulement l'IC a mené une politique catastrophique, mais elle n'en tire aucun bilan critique. Seule l'Opposition unifiée (fusion provisoire de l'Opposition de gauche et d'un secteur du parti dirigé par Zinoviev et Kamenev) dénonce cette grave faute politique qui renforce la bureaucratie en URSS. Cette leçon est aujourd'hui encore vivante : se réclamer aujourd'hui du combat de Trotsky et de l'Opposition de gauche, c'est considérer comme nécessaire, dans le cadre du Front Unique

indispensable à la mobilisation de toute la classe, de mener une critique implacable de la politique traître des bureaucrates réformistes ; c'est rejeter les arguments de ceux qui prétendent qu'une telle critique diviserait et démoraliserait les travailleurs.

Le refus de la subordination à la bourgeoisie nationaliste dans les pays dominés

L'essor impétueux du mouvement ouvrier chinois met à l'ordre du jour la révolution prolétarienne en Chine, seule capable de satisfaire réellement les revendications aussi bien des ouvriers que des paysans. Mais, une nouvelle fois, la politique catastrophique de la fraction stalinienne conduit à l'écrasement des travailleurs. Malgré les demandes de Trotsky et de l'Opposition unifiée, la direction de l'IC refuse de faire sortir le Parti communiste chinois (PCC) du Kuomintang, le parti nationaliste bourgeois dirigé par Chang-Kai-Chek, où le PCC est d'ailleurs bridé, sans même les droits d'une véritable fraction. Toute l'orientation politique du PCC est déterminée par la théorie stalinienne de la révolution par étapes, qui prévoit une période historique de révolution bourgeoise, co-dirigée par les bourgeois nationalistes, le prolétariat et la paysannerie, avant la dictature du prolétariat proprement dite. Le PCC est donc réduit à l'impuissance quand le général Chang-Kai-Chek, désigné membre d'honneur de l'IC par Staline, décide de noyer dans le sang les soulèvements ouvriers dans les villes, notamment à Shanghai, après s'en être servi pour conquérir le pouvoir.

Pour Trotsky, la bourgeoisie chinoise, trop faible, prise en tenaille entre l'impérialisme, la féodalité et un prolétariat jeune et dynamique, ne saurait réaliser elle-même ne fût-ce que les tâches démocratiques-bourgeoises de la révolution. Seul le prolétariat peut, en entraînant derrière lui la paysannerie, prendre le pouvoir, réaliser ces tâches démocratiques et engager les tâches socialistes. C'est pourquoi le parti du prolétariat doit maintenir stratégiquement son indépendance politique et organisationnelle y compris dans les pays arriérés. Les longues analyses consacrées à ce problème dans

L'Internationale Communiste après Lénine ont gardé toute leur actualité⁷.

L'attitude à adopter face à des partis bourgeois nationalistes comme le PSUV de Chavez, au pouvoir au Venezuela, ou le MAS de Morales en Bolivie est en bonne partie comparable. En ce sens, se revendiquer aujourd'hui du combat de Trotsky et de l'Opposition de gauche, c'est maintenir la plus ferme indépendance de classe face à de tels partis, tout en étant en première ligne du combat contre la bourgeoisie ouvertement pro-impérialiste.

Le refus de la capitulation face à la bureaucratie et la répression

Dans le contexte des défaites du prolétariat dans le monde entier, la bureaucratie tend à se renforcer. Après avoir frappé la Gauche du parti avec l'appui de Zinoviev et Kamenev, Staline fait alliance avec Boukharine pour écarter ses alliés d'hier, qui se sont joint à l'Opposition de gauche pour former à partir de 1925 l'Opposition unifiée. Celle-ci rencontre d'importants succès. La base du parti ne comprend pas l'offensive contre les dirigeants de l'Opposition, dont la plupart sont des héros d'Octobre 1917. Corrélativement, les ouvriers, mécontents de la dégradation de leur situation, se heurtent à la bureaucratie. Ainsi, selon les rapports faits par Postychev à Staline sur l'état d'esprit dans les usines en 1927, les militants posent des questions comme celles-ci : « *Que veut l'Opposition ? Pourquoi de vieux bolcheviks sont-ils avec elle ? Si la ligne du parti est juste, pourquoi les empêcher de parler ? Pourquoi refuse-t-on la parole à Rakovsky ? Ce sont des héros de la révolution et de la guerre civile qui sont frappés : pourquoi ? Pour ne pas discuter librement ?* »⁸ Pour vaincre l'Opposition Unifiée, l'appareil est obligé de recourir à des méthodes de plus en plus brutales : déplacer ses dirigeants, couvrir la voix de ses orateurs lors des réunions, arrêter ses animateurs sous prétexte de fractionnisme, réprimer

physiquement leurs manifestations publiques, les expulser du parti, plus les déporter loin de Moscou. Face à cette répression, l'Opposition, exclue du parti, explose. Zinoviev et Kamenev capitulent purement et simplement pour retrouver leur place dans le parti. Quant aux dirigeants « décistes » (héritiers de l'Opposition ouvrière de 1921), comme Sapronov, ils pensent que l'heure est déjà venue de se lancer dans la construction d'un nouveau parti.

La bataille pour le Front unique ouvrier contre le fascisme en Allemagne

Quand la situation se tend à nouveau en Allemagne, annonçant un dénouement révolutionnaire ou contre-révolutionnaire proche, Trotsky et l'Opposition de gauche internationale critiquent à la fois la politique ultra-gauche et sectaire du Parti Communiste Allemand (KPD, lui-même dirigé par Moscou), qui refuse de faire le Front unique avec la social-démocratie accusée d'être « social-fasciste », et la politique du Parti Social-Démocrate (SPD) qui, sous prétexte de lutter contre le fascisme, se subordonne totalement à la bourgeoisie et va jusqu'à appeler à voter pour le maréchal Hindenburg à la présidentielle de 1932, celui-là même qui nommera Hitler chancelier en 1933. L'Opposition de gauche préconise au contraire une politique de Front unique ouvrier pour défendre l'intégrité des organisations ouvrières attaquées par les bandes fascistes et la police, et pour défendre les revendications immédiates des ouvriers contre la réaction⁹.

Les leçons de cette période, concentrées en une série de textes de Trotsky (regroupés aujourd'hui dans le livre *Comment vaincre le fascisme ?*) sont toujours d'actualité pour analyser les étapes du développement d'une situation politique, pour comprendre le fascisme et pour saisir le sens de la tactique du Front unique ouvrier. Par exemple, à la lumière de ces enseignements, l'attitude révolutionnaire à adopter face à la présence de Le Pen au deuxième tour de la présidentielle en 2002 ne

pouvait pas consister à s'en remettre à Chirac, candidat du premier parti de la bourgeoisie, pour nous protéger contre Le Pen. Face à un véritable danger fasciste, il est évident qu'un simple bulletin de vote n'aurait pas décidé du sort de la lutte. Dans ces circonstances, il fallait forger l'avant-garde en maintenant une ligne d'indépendance de classe et donc refuser d'appeler à voter Chirac sous prétexte de faire battre Le Pen, contrairement à ce qu'a fait notamment la direction de la LCR (mais non LO et le PT).

L'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933, suivie de l'écrasement des organisations ouvrières (condition première pour la liquidation des libertés démocratiques et notamment aux mesures antisémites jusqu'au génocide) marque un tournant décisif dans la situation mondiale. La politique du KPD, c'est-à-dire en fait de la clique stalinienne qui dirige l'IC, ouvrant à Hitler le chemin du pouvoir, a été criminelle : le principal prolétariat d'Europe, tant par son nombre que par son niveau d'organisation et de conscience, a été écrasé sans combat.

C'est à ce moment-là que l'Opposition de gauche, élargie en Opposition internationale depuis 1928, change d'orientation à l'égard de l'IC. Jusque-là, elle se considérait comme une fraction l'IC (malgré l'exclusion de beaucoup de ses militants des PC). En effet, malgré la dégénérescence stalinienne et les fautes extrêmement graves de l'IC, elle estimait qu'il était possible de mener le combat politique en son sein pour la redresser, en se fondant sur son programme et la richesse de l'élaboration politique réalisée durant ses premières années. Rappelons que l'IC était une organisation précieuse, née d'une part du refus par une poignée de sociaux-démocrates fidèles au programme marxiste de l'union avec leur bourgeoisie dans la Première guerre mondiale, guerre impérialiste visant au re-partage du monde entre les grandes puissances capitalistes ; et, d'autre part, de la victoire de la Révolution d'Octobre en Russie. Il était donc juste de mener d'abord le combat contre la clique stalinienne, pour que les véritables continuateurs du bolchevisme en gagnent la direction.

Certains membres de l'Opposition, comme d'autres

⁷ Sur les problèmes de la première révolution chinoise, cf. nos articles dans Le CRI des travailleurs n° 4 (mai 2003), <http://groupecri.free.fr/article.php?id=263> et n° 5-6 (juin-juillet 2003), <http://groupecri.free.fr/article.php?id=231>

⁸ Cité par P. Broué, *op. cit.*, p. 93.

⁹ Cf. notre article dans Le CRI des travailleurs n° 26, avril 2007, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=362>

communistes anti-staliniens, voulaient d'ailleurs s'engager depuis déjà un certain temps vers une nouvelle Internationale, notamment depuis la crise de l'Opposition de gauche due à la reprise apparente de son programme économique par Staline après sa volte-face contre son ex-allié Boukharine en 1929¹⁰. Si Trotsky et la majorité de l'Opposition internationale ont maintenu longtemps l'objectif de conquérir la direction du Parti bolchevik et de l'IC pour la remettre au service de la révolution, c'est que l'IC n'était pas simplement un programme et un drapeau, mais regroupait des organisations qui avaient un poids important dans la classe ouvrière et attiraient le plus souvent le meilleur de l'avant-garde. En ce sens, sous le poids des défaites accumulées du prolétariat (Hongrie, Italie, Allemagne, puis Angleterre, Chine...), l'Opposition pouvait être provisoirement défaite, bureaucratiquement opprimée, voire expulsée sans ménagement et pourchassée, mais Trotsky et ses autres dirigeants considéraient que toute victoire de la révolution dans tel ou tel pays aurait inévitablement donné une puissante impulsion pour la régénération du PC de l'URSS et de l'IC. Ils considéraient que c'était seulement comme opposition de l'IC, même faible, qu'une organisation révolutionnaire pouvait alors intervenir efficacement pour donner à cette impulsion révolutionnaire son expression politique, arrachant la direction des mains de la clique stalinienne.

Or, après que la politique de l'IC eut livré à Hitler le prolétariat allemand pieds et poings liés, et face à l'absence de toute réaction dans les autres PC, Trotsky et l'Opposition de

gauche internationale concluent que l'IC est morte pour la révolution, passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois : il ne saurait y avoir d'espoir de la redresser. Ils décident donc de s'orienter vers la fondation d'une nouvelle Internationale, la IV^e : ils s'adressent à toutes les organisations qui, sous le coup des événements brutaux où s'affrontent révolution et contre-révolution dans le contexte de la crise généralisée du capitalisme depuis 1929, ont rompu avec la II^e Internationale ou avec la III^e, mais sans aller jusqu'au bout de la compréhension politique des événements. Il s'agit de les faire rompre avec le centrisme, de les gagner à son orientation révolutionnaire. Les prises de position face aux luttes des années 1933-1938, tout particulièrement la révolution espagnole et la grève générale en France, vont clarifier le sens des convergences et des divergences programmatiques entre ces organisations.

Pour la victoire de la révolution espagnole : lutte à mort contre le stalinisme contre-révolutionnaire, bataille politique contre l'anarchisme (FAI et CNT) et le centrisme (POUM)

Les événements de la révolution espagnole qui s'étendent entre 1931 et 1939 ont confirmé la justesse du programme de l'Opposition internationale, puis du Mouvement pour la IV^e Internationale. La bureaucratie stalinienne mène une politique contre-révolutionnaire de subordination du prolétariat à la bourgeoisie « républicaine », qui aboutira en 1936 à un gouvernement de Front Populaire (c'est-à-dire de collaboration de classe, comme en France) : sous prétexte de gagner d'abord la guerre contre Franco, elle remet à plus tard les revendications du prolétariat et de la paysannerie pauvre. Trotsky et les partisans de la IV^e Internationale soutiennent au contraire que, tout en combattant militairement aux côtés des Républicains contre Franco, les ouvriers, alliés aux paysans doivent s'organiser de façon indépendante, lutter pour leurs intérêts et chercher à conquérir le pouvoir politique au sein même de l'Espagne républicaine. Loin de fragiliser militairement le

« camp républicain » par des divisions, une telle politique était seule à même de rendre possible la victoire, en permettant aux masses de combattre dans la guerre civile pour leurs propres intérêts et non pour ceux des exploités « républicains », et en permettant d'accorder le droit à l'indépendance des colonies, qui aurait soulevé la force des masses coloniales opprimées contre les troupes franquistes.

Quant aux anarchistes de la FAI, qui dirigent la CNT, centrale syndicale de masse à l'époque, ils ont toujours dit qu'il ne saurait être question d'instaurer un nouvel État, même prolétarien, car tout État est oppressif, ni même d'exercer le pouvoir. Pourtant, au moment de la guerre et de la révolution, quand la bourgeoisie est aux abois, les chefs anarchistes acceptent de devenir ministres dans le gouvernement républicain bourgeois, aux côtés des réformistes et des staliniens ! En particulier, par leur autorité sur les ouvriers, ils contribuent par cette politique à la défaite du prolétariat en Catalogne, qui constitue un tournant de la révolution. Quant au POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste, issu d'une rupture d'un groupe boukharinien avec le PCE au début des années 30), il a discuté avec Trotsky et le Mouvement pour la IV^e Internationale, mais n'est jamais allé jusqu'au bout de sa compréhension du stalinisme et du réformisme), il prouve où conduit le « centrisme » : des concessions au stalinisme à la chasse aux « trotskystes » organisés en tendance au sein même du POUM, ses dirigeants finissent par entrer eux aussi dans le Front populaire, à la remorque des républicains bourgeois, des réformistes et des staliniens. Comme toujours en pareil cas, les dirigeants anarchistes et ceux du POUM, en ayant ouvert objectivement, par leur politique, la voie à l'écrasement du prolétariat, ont payé un lourd tribut à la défaite, victimes d'une terrible répression orchestrée par l'appareil stalinien¹¹.

Là encore, revendiquer aujourd'hui du combat de Trotsky et de la IV^e Internationale, c'est lutter théoriquement et politiquement

¹⁰ Cette reprise n'était qu'apparente car elle procédait de « principes » fondamentalement différents : les plans quinquennaux de Staline furent décidés et appliqués de façon bureaucratique, donc irrationnelle, et la collectivisation des terres et du matériel agricole fut réalisée par la terreur, non progressivement par la conviction et la lutte de classe à la campagne, comme le préconisait l'Opposition de gauche depuis 1924. Les dirigeants de celle-ci, dont Preobrajensky, qui capitulèrent alors en espérant ainsi éviter le sort de Trotsky, condamné à l'exil depuis 1928, furent en fait les premiers à être liquidés par Staline lors des procès de Moscou en 1936.

¹¹ Un article sur la révolution espagnole sera publié dans un prochain numéro du CRI des travailleurs.

contre l'illusion réformiste d'une utilisation de l'État bourgeois au service des travailleurs comme l'illusion anarchiste d'une révolution qui ne se donnerait pas comme tâche primordiale la prise du pouvoir d'État par le prolétariat lui-même¹².

La lutte contre l'impérialisme et la guerre

La IV^e Internationale s'est toujours située sur le terrain de la défense inconditionnelle des aspirations des peuples opprimés, en prenant clairement position pour la défaite militaire de l'impérialisme, c'est-à-dire la victoire du pays dominé, quelle que soit la nature du gouvernement en place. Elle s'est ainsi prononcée pour la défaite de l'Italie dans la guerre qui l'opposait au royaume d'Abyssinie, dont le régime était pourtant particulièrement réactionnaire. C'est là encore une leçon du combat de Trotsky et de la IV^e Internationale, qui assure en fait la continuité du bolchevisme, bien qu'elle soit aujourd'hui reniée par la plupart des organisations qui se revendiquent encore un peu du « trotskysme », comme on peut le voir en ce moment même avec le cas de l'Afghanistan (cf. l'article et le communiqué CRI dans Le CRI des travailleurs n° 33).

De même, au début de la Seconde Guerre mondiale, Trotsky rédigea un *Manifeste d'urgence de la IV^e Internationale* pour définir l'attitude du prolétariat dans ce conflit opposant les grandes puissances impérialistes. Il défendait l'orientation du défaitisme révolutionnaire dans un tel conflit interimpérialiste, le moindre mal pour la classe ouvrière est toujours la défaite de sa propre bourgeoisie, dans la mesure où cela ouvre une situation de crise politique propice au développement de la guerre civile révolutionnaire. Cette orientation s'opposait à celle des réformistes et des staliniens qui appelaient quant à eux le prolétariat à soutenir dans la guerre leur propre bourgeoisie, pourvu qu'elle fût « démocratique »,

avant que le stalinisme ne renverse provisoirement ses alliances en 1939, concluant un accord avec la bourgeoisie nazie.

Des petits groupes de propagande à l'effort d'insertion dans le mouvement des masses

Lorsque, en 1933, l'Opposition de Gauche se lance vers la constitution d'une nouvelle Internationale, la plupart des groupes qui la composent, s'ils sont forts du bagage théorique et politique des dix ans de lutte fractionnelle au sein de l'IC, sont faibles d'un point de vue numérique et n'ont presque aucune insertion ouvrière. L'une des tâches vitales de la nouvelle période consiste donc à s'insérer et à s'implanter dans les puissants mouvements de masses qui secouent les principales puissances impérialistes. Le Mouvement pour la IV^e Internationale s'efforce de le faire, principalement de deux façons.

D'une part, sans jamais cesser de lutter pied à pied contre la bureaucratie syndicale, ses militants se font un devoir de militer dans les syndicats de masse. Cette double exigence porte ses fruits, comme le prouve de façon éclatante le cas américain. Un militant de la Ligue Communiste Américaine, Field, était devenu le secrétaire du syndicat des employés d'hôtel de New York. La Ligue y avait envoyé d'autres militants et avait lancé une vaste campagne de syndicalisation avec tous les moyens dont elle disposait. Quelque temps après, une grève éclate parmi ces travailleurs. Mais Field, manifestement enivré par sa soudaine popularité, refuse de discuter de façon approfondie dans son parti l'orientation à suivre dans la grève et d'appliquer les positions adoptées par la majorité : il s'adapte à la pression de l'appareil du syndicat qui accepte la « conciliation » menée par l'État, alors que celui-ci, loin d'être neutre, roule pour le patronat. La section américaine décide alors d'exclure ce militant en expliquant publiquement ses raisons. Peu après, la politique de conciliation suivie par le syndicat conduit la grève à la défaite. La fermeté sur les principes renforce le prestige du Mouvement pour la IV^e Internationale dans l'avant-garde. À Minneapolis, malgré la farouche hostilité de la

bureaucratie de l'AFL (la centrale américaine d'alors, fondée sur des syndicats de métier et très conservatrice), les militants de la Ligue parviennent à s'implanter dans le mouvement syndical, à organiser des campagnes de syndicalisation, profitant notamment de l'appui de Bill Brown, dirigeant de la section des « teamsters », les chauffeurs de poids lourds, qui voyaient dans les « trotskystes » des gens utiles au syndicat, capables de lutter contre les patrons et de construire. Ceux-ci, dans le contexte du mouvement gréviste de l'époque, avec tous les militants combattifs, préparent, organisent et dirigent les deux grèves victorieuses successives de cette catégorie. Les clés du succès sont politiques : élaboration d'une politique en direction de l'ensemble de la classe ouvrière et des chômeurs, aucune confiance dans la médiation de l'État, auto-organisation des travailleurs, auto-armement des ouvriers pour faire face aux bandes fascistes payées par le patronat, journal quotidien de grève pour contrer la propagande de journaux bourgeois dans l'ensemble de la population, rigoureuse préparation politique et matérielle de la grève, constitution d'une équipe d'avocats pour pouvoir mener la lutte aussi sur le terrain « légal ».

D'autre part, à partir de 1934, Trotsky, qui séjourne un temps en France, remarque une tendance à la radicalisation de la classe ouvrière et un désir profond du Front unique ouvrier parmi les masses, en réaction à l'écrasement que vient de subir le prolétariat allemand du fait de la politique criminelle de l'IC. C'est pourquoi il devient urgent de se doter d'un programme d'action permettant d'affronter les grands défis de l'heure, première élaboration concrète qui conduira aux généralisations du *Programme de transition*. Cependant, le meilleur programme ne sert à rien s'il ne peut s'implanter dans les masses. C'est pourquoi, constatant que les ouvriers en train de se radicaliser se tournent par dizaines de milliers vers la SFIO, Trotsky propose d'y entrer en fraction (tactique dite de l'« entrisme ») pour essayer de fusionner le programme révolutionnaire d'action avec l'avant-garde prolétarienne : la majorité des partisans français de la IV^e Internationale, entre à la SFIO où

¹² En ce qui concerne la politique des partisans de la IV^e Internationale pour la France des années 1934-1936, sur laquelle nous ne revenons pas ici, cf. l'article de Laura Fonteyn dans Le CRI des travailleurs n° 22, printemps 2006, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=207>

ils constituent une fraction, le GBL (Groupe Bolchevique-Léniniste) luttant pour une orientation révolutionnaire : au bout d'un an, ils sont expulsés par la direction, qui vient de sceller un accord de « Front Populaire » avec le PCF et les radicaux (politique de conciliation de classe s'engageant à préserver le capitalisme). Quant à la section américaine, elle fusionne d'abord avec le parti de Muste, un pasteur radical regroupant des ouvriers combattifs, puis entre en fraction au Parti Socialiste, qui regroupe un nombre significatifs d'ouvriers.

Cette orientation permet un début d'implantation prometteur dans la classe ouvrière, même si les résultats restent inégaux et globalement limités en raison de la faiblesse initiale de ces groupes, de la puissance des appareils staliniens et réformistes et de la brièveté de cet entrisme dans les partis socialistes.

La méthode du Programme de transition

.Les conditions historiques de son émergence ont fait que l'Opposition de gauche s'est d'abord constituée sur la base des leçons stratégiques des grands événements de la lutte des classes internationale, justifiant la délimitation politique par la fondation de la IV^e Internationale. Mais, après le reflux de l'ultime vague révolutionnaire de 1936-1938, il fallait fixer clairement l'objectif adéquat à la nouvelle situation : celui de surmonter la contradiction aiguë entre la maturité des conditions objectives pour la révolution prolétarienne (développement suffisant des forces productives, poids du prolétariat, importance de la lutte de classe spontanée, puissance des organisations du prolétariat...) et la non-maturité des conditions subjectives (incompréhension par les masses, avant tout en raison de la politique réformiste et contre-révolutionnaire de la social-démocratie et du stalinisme, que leurs aspirations quotidiennes ne pouvaient être résolues sans prise du pouvoir par le prolétariat).

C'est pour tenter d'élaborer une réponse à ce problème que Trotsky, dans la continuité des réflexions de l'IC, élabore la « méthode de la transition » : « *Il faut aider les masses, dans le processus de leurs*

luttés quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat ». Cette méthode est toujours valable aujourd'hui. En revanche, même si bien des orientations et des mots d'ordre du Programme de Transition, adopté par la conférence de fondation en 1938, sont encore d'actualité, il ne s'agit pas de le répéter mot à mot : il faut en comprendre la logique et élaborer concrètement à chaque époque et pour chaque pays un système de revendications transitoires, partant des luttes immédiates et de l'état d'esprit des masses. C'est ce que le Groupe CRI a essayé de faire dans son *Projet de programme CRI*, et c'est qu'il faut faire dans le cadre d'une tendance communiste révolutionnaire au sein du NPA.

Conclusion

La période historique ouverte à la fin des années 1970 par l'offensive « néo-libérale » et par l'affaiblissement, puis l'effondrement des régimes staliniens, n'a donc nullement rendu caducs les acquis et le programme de la IV^e Internationale. S'en réclamer aujourd'hui, c'est revendiquer les analyses permettant de comprendre, grâce à la méthode marxiste et tout particulièrement à la prise en compte de la dynamique de la révolution et de la contre-révolution mondiales, les causes profondes de la monstrueuse dégénérescence de l'État ouvrier et le combat pratique qui a été mené au prix de leur vie par des dizaines de milliers de communistes oppositionnels dans plusieurs dizaines de pays et d'abord en URSS même. Se revendiquer des acquis et du programme de la IV^e Internationale, continuatrice des trois premières, c'est aussi comprendre clairement le fossé qui sépare les réformistes et révolutionnaires et les clivages entre les différents courants du mouvement ouvrier (social-démocratie, stalinisme, maoïsme, anarchisme,

trotskysme). Si, en raison d'une moindre acuité de la lutte des classes, ces différences programmatiques s'expriment de nos jours souvent moins brutalement, il ne fait guère de doute qu'une nouvelle montée révolutionnaire verrait resurgir des conflits violents entre ces courants. Par son histoire, sa méthode marxiste, ses élaborations théoriques à la fois hérités et renouvelées, ses orientations politiques vivantes et ses actes, le courant dirigé par Trotsky a assuré la continuité du marxisme et du bolchevisme. C'est en ce sens, non par un culte abstrait envers un quelconque « modèle » ossifié, que le parti mondial de la révolution socialiste sera la IV^e Internationale reconstruite, intégrant les acquis du combat de Trotsky et de l'Opposition de gauche. Il faut donc plus que jamais continuer à prendre le temps de gagner à ce programme vivant les travailleurs et les jeunes qui relèvent la tête aujourd'hui et cherchent la voie d'un combat révolutionnaire à la fois éclairé et efficace.

Cela ne signifie pas qu'il faille être contre toute forme de regroupement plus large et plus souple comme moyen transitoire pour avancer vers la réalisation de cet objectif. C'est dans cet esprit, par exemple, que nous abordons le processus du NPA lancé par la LCR en France, où nous voulons constituer, avec d'autres, un courant communiste révolutionnaire le plus avancé possible, tout en poursuivant la lutte pour le marxisme vivant. Ce combat ne saurait être mené à bien sans un bilan critique approfondi de la crise, de l'implosion et de la dégénérescence de la IV^e Internationale après la Seconde Guerre mondiale, qui ont donné naissance à une myriade de courants centristes cristallisés se revendiquant du « trotskysme » à des degrés divers. C'est une des tâches importantes de la période, à laquelle nous participerons avec d'autres, et en premier lieu avec nos camarades de la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale.

**Contactez le Groupe CRI !
Tél. : 06 64 91 49 63.
Courriel : groupecri@free.fr**